



COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS 2005

Comptes annuels consolidés et audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2005
préparés conformément aux normes IFRS, adoptées par l'Union Européenne.

Coil S.A.

Roosveld 5, B-3400 Landen, Belgique

Tel: +32 (0)11 88 01 88 Fax: +32 (0)11 83 19 20

www.coil.be investor.relations@coil.be

INFORMATIONS GENERALES

Forme juridique:	Société anonyme de droit belge
Siège social:	4, rue de la Presse, B-1000 Bruxelles, Belgique
No. d'immatriculation:	BE 0448 204 633
No. de TVA:	BE 448 204 633
Bureaux et sites de production :	<p>Belgique : Coil S.A. Roosveld 5, B-3400 Landen, Belgique Tel : +32 11 88 01 88 Fax : +32 11 83 19 20</p> <p>Allemagne : Coil GmbH Claude-Breda-Strasse 1, D-06400 Bernburg, Allemagne Tel : +49 03 47 10 00 23 Fax : +49 03 47 13 00 23 30</p>
Conseil d'administration:	<p>M. Laurent Chevalier Président du Conseil d'Administration Finance & Management International N.V. (représentée par Timothy Hutton) Administrateur délégué</p> <p>M. Charles van der Haegen M. Bernard Legrand M. Yves Willems</p>
Conseillers juridiques:	<p>Delwaide Avocats Avenue Louise 149/5, B-1050 Bruxelles, Belgique</p>
Commissaires:	<p>BDO Atrio Réviseurs d'Entreprises Sc. S.C.R.L. (représentée par M. Lieven van Brussel, Associé-Administrateur) Uitbreidingstraat 66 bus 13, B-2600 Berchem, Belgique</p>
Banques:	<p>Commerzbank Breiter Weg 2000, D-39104 Magdeburg, Allemagne</p> <p>Fortis S.A. Vital Decosterstraat 42, B-3000 Louvain, Belgique</p> <p>ING Belgique S.A. Bondgenotenlaan 31, B-3000 Louvain, Belgique</p> <p>Lloyds TSB Bank PLC Avenue de Tervueren 2, B-1040 Bruxelles, Belgique</p> <p>Monte Paschi Belgio S.A. Rue Joseph II, 24, B-1000 Bruxelles, Belgique</p> <p>Natexis Luxembourg S.A. 28, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg</p>
Marché de cotation :	<p>Eurolist de Euronext Paris - Compartiment C - Segment NextPrime Codes : BE0160342011</p>
Liquidity Provider:	<p>Portzamparc S.A., Société de Bourse 13, rue de la Brasserie , 44100 Nantes , France</p>

RAPPORT DE GESTION

Définitions:

« K€ »	'000 Euros
« EBITDA »	résultat d'exploitation + dotations aux amortissements et provisions
« M€ »	'000.000 Euros

CHIFFRES-CLÉS			
Exercice clos le 31 décembre (K€)	2005	2004	2003
Compte de résultats			
Chiffre d'affaires	18 333	17 943	18 798
Résultat brut	2 671	5 111	5 822
Marge brute	14,57%	28,5%	31,0%
Résultat d'exploitation	(902)	1 345	2 454
Marge d'exploitation	-4,92%	7,5%	13,0%
Résultat net avant impôts	(2 263)	751	2 009
Résultat net	(2 263)	1 568	2 009
Marge nette	-12,34%	8,7%	10,7%
EBITDA	2 034	3 746	4 725
EBITDA/Chiffre d'affaires	11,10%	20,8%	25,1%
Free Cash Flow (EBITDA - investissements)	8 646	(12 893)	3 264
Fonds de roulement opérationnel (actif circulant - liquidités-passif circulant + dettes bancaires à court terme)	270	(884)	(634)
Actif immobilisé	26 439	32 595	17 530
Actif Total	32 966	39 663	23 051
Dettes à long terme	14 204	12 599	5 401
Capitaux propres	11 744	14 414	11 565

Contexte économique et Marché en 2005

L'année 2005 qui vient de s'écouler fut une année de contrastes marqués dans le marché. Nos marchés traditionnels du bâtiment et de l'architecture, dans lesquels nos clients sont principalement les divisions laminoirs des grands producteurs d'aluminium, se sont montrés bien en-dessous des nos attentes ; ces marchés furent effectivement affectés par une économie faible en Europe continentale, et plus particulièrement en Allemagne et en Italie. En contraste avec cette tendance morose, la demande en traitement de surface pour notre marché des utilisateurs industriels (pour lequel nos clients sont de grands transformateurs finaux d'aluminium) a montré une croissance soutenue durant l'année. La faiblesse dans les marchés de la construction et de l'architecture fut particulièrement

marquée au cours du troisième trimestre, effaçant largement les 11,9% de croissance des ventes enregistrée au cours du premier semestre de l'année.

La hausse importante du prix de l'aluminium à partir du troisième trimestre 2005, qui se traduit en général par un restockage par les distributeurs dans les secteurs de la construction et de l'architecture, est arrivée trop tard pour contribuer aux résultats du deuxième semestre 2005. Cette hausse du prix de l'aluminium et la reprise de l'activité industrielle en Europe à partir de janvier 2006 ont contribué à un niveau record de demande pour l'aluminium pré-anodisé en 2006.

Mise en route de la nouvelle ligne de production à Bernburg, en Allemagne.

Notre nouvelle ligne de production (investissement de 20,9M€, pour une capacité maximum de 15 000 tonnes) a été achevée comme prévu en décembre 2004. Cette usine, située à proximité de Leipzig en Allemagne, a été stratégiquement implantée à proximité de clients importants et des marchés émergents de l'Europe de l'Est. Cette ligne est entrée en phase de pré-production en janvier 2005, la mise en service datant elle du mois d'avril 2005. En conséquence, et pour la première fois, la totalité des coûts associés à cette ligne furent inclus dans les résultats de la Société en 2005 (il est à rappeler qu'au cours de la période précédent l'entrée en production, les coûts avaient été capitalisés conformément aux normes IFRS). Ces coûts se sont élevés à 4 003K€ en 2005, tandis que les ventes n'étaient que légèrement supérieures à celles enregistrées en 2004. Il était, dès lors, normal et explicable que cette ligne ait un impact négatif significatif sur le cash flow et la rentabilité de l'année 2005.

En plus de ces dépenses courantes, des coûts non récurrents associés au financement temporaire de l'investissement et aux frais de démarrage de la ligne de 115K€ furent encourus. En 2005, Coil GmbH, notre filiale allemande, a également enregistré des coûts variables plus élevés au cours de la période de montée en puissance de la ligne, en raison de la formation des opérateurs, des essais de ligne, des niveaux de production faibles dû à l'introduction du nouveau service clients et logistique.

Malgré cela, nous avons été très satisfaits de la vitesse à laquelle notre personnel en Allemagne a été apte à gérer et faire fonctionner la ligne avec des niveaux de qualité et de productivité comparables aux niveaux traditionnellement atteints dans notre usine en Belgique.

Compte de Résultats

Pour les raisons précitées, le chiffre d'affaire n'a progressé que de 2,2% en 2005, augmentant de 17 943K€ à 18 333K€. Les coûts de production se sont accrus de 22,1%, s'élevant de 12 832K€ à 15 662K€, cette augmentation s'expliquant largement par l'impact de la nouvelle ligne de production à Bernburg pour une année complète. Ces coûts ont pesé sur le résultat brut qui a fléchi de 5 111K€ à 2 671 K€, soit une diminution de la marge brute de 28,5% à 14,6%.

Les frais des services commerciaux et administratifs ont diminué pendant l'année, passant de 3 618K€ à 3 414K€. Rappelons que le nouveau site en Allemagne est exclusivement un site de production, les frais généraux sont dès lors maintenus à des niveaux minimums.

Les frais de recherche et de développement sont restés modestes, s'élevant à 159K€ (contre 148K€ en 2004), représentant seulement 0,1% du chiffre d'affaire.

Par conséquent, le résultat d'exploitation a nettement diminué, passant d'un profit de 1 345K€ en 2004 à une perte de 902K€ en 2005.

Les niveaux élevés de la dette liée à l'investissement allemand ont conduit à une hausse des frais financiers de 594K€ à 1 361K€.

La Société a enregistré une perte nette avant impôts de 2 263K€, résultat largement en baisse par rapport au profit net avant impôts de 751K€ en 2004. Aucun impôt différé n'a été reconnu durant l'exercice 2005 (en 2004, le crédit d'impôt s'élevait à 817K€), et par conséquent le résultat net après impôts de 1 568K€ en 2004 s'est transformé en perte nette de 2 263K€, équivalente à une perte par action de 1,56€ (contre un profit par action de 1,18€ en 2004).

Aucun dividende n'a été proposé, traduisant une politique identique et cohérente avec les années antérieures.

Bilan

Les principaux changements dans le bilan depuis le 31 décembre 2004 portent sur les actifs immobilisés qui ont diminués de 32 595K€ en 2004 à 26 439K€ en 2005, diminution presque entièrement due à la réception de subventions pour investissement relatives à l'investissement allemand (selon les règles de l'IFRS, les actifs immobilisés sont présentés nets de subventions reçues (leur valeur est diminuée des subventions reçues).

Les actifs circulants sont restés à des niveaux modestes – la Société, en tant que pure prestataire de service ne gère que des niveaux réduits d'inventaire. La valeur des stocks a augmenté de 1 101K€ à 1 244K€. Les créances ont baissé de 355K€ pour atteindre 3 823K€ (contre 4 178K€ en 2004). Le niveau des liquidités est resté pratiquement inchangé à 1 461K€ (contre 1 433K€ en 2004). Par conséquent, le total des actifs circulants a baissé comparativement à 2004, passant de 7 068K€ en 2004 à 6 528K€ fin de l'exercice 2005.

Etant donné l'impact significatif de la diminution des actifs immobilisés par la valeur des subventions afférentes (suite à l'application des règles IFRS), le total de la valeur du bilan a sensiblement diminué, le total de l'actif diminuant à 32 967K€, soit une baisse de 16,8%.

Suite au versement de 370K€ de capital non libéré et après déduction d'achat d'actions propres de 63K€, le capital appelé a augmenté de 3 888K€ à 4 195K€. Les réserves ont été réduites du montant de la perte nette de 2 263K€, pour atteindre 7 338K€. La réserve pour instruments financiers a diminué, passant d'une valeur positive de 356K€ à une valeur négative de 358K€, diminution reflétant les mouvements de la valeur des contrats de couverture de risque de taux d'intérêts (il est à noter que cette réévaluation n'a aucun impact sur les liquidités de la Société). A la fin de la période, le total des fonds propres s'élevait à 11 744K€, total en baisse par rapport aux 14 414K€ fin 2004.

La Société a entamé une restructuration considérable de l'ensemble de ses dettes bancaires belges au début de l'année 2005, de façon à réduire les niveaux de remboursements annuels en Belgique afin de pouvoir contrebalancer les niveaux élevés de la dette bancaire en Allemagne. Le total de la dette à long terme était légèrement supérieur en 2005, à 14 205K€, contre 12 599 K€ en 2004.

Les subventions (indépendantes de l'investissement allemand) ont été amorties et passent de 85K€ à 68K€ fin 2005.

Les dettes à court terme ont baissé de manière considérable en 2005. En effet, les dettes bancaires à court terme ont été réduites à 1 794K€ (6 046K€ en 2004) suite au remboursement du financement temporaire souscrit par anticipation de l'octroi de subventions relatives à l'investissement allemand. Par ailleurs, le niveau du poste fournisseurs a diminué au cours des premiers mois de l'exercice, suite au paiement des factures relatives à la nouvelle ligne en Allemagne, réduisant le montant total de ce poste de 4 998K€ à 3 083K€. Les autres postes de dettes à court terme (charges à imputer, dettes fiscales et sociales) restaient en grande partie inchangés.

Le fonds de roulement (actifs circulants - dettes à court terme) a augmenté de manière significative, passant d'une valeur exceptionnellement négative de 5 497K€ à une valeur négative de 64K€. Le fonds de roulement opérationnel (fonds de roulement - liquidités + dettes bancaires à court terme) a, quant à lui, augmenté, passant d'une valeur négative de 884K€ à une valeur positive de 270K€.

Ressources et Emplois de fonds

Le cash flow des activités d'exploitation a chuté de manière significative de 8 983K€ à un niveau négatif de 5 106K€, baisse largement attribuable à un résultat d'exploitation nettement inférieur, à des frais financiers accrues et à des mouvements exceptionnels dans le poste des créanciers en 2005.

Après un retour à un niveau d'investissement plus normal de 1 682K€, comparé à un montant de 20 987K€ en 2004 (montant particulièrement élevé étant donné la construction de la ligne en Allemagne), et l'octroi de subventions de 4 930K€, le total des investissements est passé d'un niveau négatif de 16 631K€ à un niveau positif de 3 221K€.

Par conséquent, le cash flow après investissement et avant financement a atteint une valeur négative de 1 885K€, comparé à une valeur négative de 7 648K€ en 2004.

Ces besoins en financement furent en grande partie comblés par la libération d'une tranche de capital de 370K€ et une augmentation de la dette bancaire à long terme de 1 691K€.

Facteurs de risque

Conformément au droit des sociétés belge, prenant effet à compter de 2006, le conseil d'administration récapitule les risques liés à son activité.

La société est évidemment sujette à des risques industriels normaux, qui affectent toute entreprise, comme la concurrence, le risque de substitution de produit, le risque de liquidité, la capacité à lever des fonds nouveaux, la responsabilité du fait des produits, la qualité et la continuité du management, l'efficacité de la stratégie, la solvabilité des clients et tous les autres risques assurables usuels.

Communément à d'autres entreprises intervenant dans le traitement de surface du métal, les activités de la société utilisent des produits chimiques et des quantités d'eau importantes. Ceci exige une gestion saine de

l'environnement et des investissements afin de rester en conformité avec les lois environnementales. Le procédé de production de la société est électrochimique ; il exige une consommation significative d'énergie et, en conséquence, rend l'entreprise vulnérable à des évolutions à la hausse des coûts énergétiques qu'elle ne peut nécessairement intégralement répercuter aux clients.

Alors que la société n'achète ni ne vend le métal qu'elle traite, la demande peut périodiquement être influencée par le déstockage ou le réapprovisionnement des distributeurs en métal en réaction aux mouvements marqués dans le prix de l'aluminium. Etant donné le rapport élevé des coûts fixes inhérents à l'activité de la société, des fluctuations importantes dans les ventes peuvent avoir un effet significativement négatif ou positif sur le cash flow et la rentabilité.

Perspectives d'avenir

L'anodisation reste le moyen le plus efficace de protection de l'aluminium contre les effets de la corrosion, tout en préservant l'aspect authentique et moderne de l'aluminium. Ce produit s'avère être de plus en plus approprié et respectueux de l'environnement, étant disponible en réserve abondante, léger et entièrement recyclable sans aucun processus d'intervention extérieur. Le procédé d'anodisation en continu est particulièrement bien adapté à l'aluminium laminé. Nous prévoyons une croissance continue de la demande de ce produit.

Les prix en hausse de l'aluminium ainsi que les signes avant-coureurs d'une reprise de l'économie en Allemagne ont attisé et provoqué un renforcement de la demande dès le début de l'année 2006. Sur base de la visibilité actuelle ces niveaux de demande devraient assurer des niveaux record de ventes durant le premier semestre 2006, niveaux rendus accessibles grâce à la nouvelle capacité de production en Allemagne.

Grâce à des réserves additionnelles de capacité disponible et ce, pour la première fois depuis 1999, la Société envisage à présent d'exploiter activement les opportunités de croissance en Amérique du Nord et en Asie.

Le nouvel investissement en Allemagne, significatif par rapport à la taille de la Société, augmente notre capacité de production de 40%. Etant donné que les coûts fixes liés à cet investissement sont déjà largement en place, le potentiel pour influencer la liquidité et la rentabilité est considérable.

Le Conseil d'Administration.

12 mai 2006

COMPTE DE RÉSULTATS

Exercice clos le 31 décembre (K€)

	Notes	2005	2004	2003
Chiffre d'affaires	2	18 333	17 943	18 798
Coûts de production	3	(15 662)	(12 832)	(12 976)
Résultat brut		2 671	5 111	5 822
Frais des services commerciaux et administratifs	3	(3 414)	(3 618)	(3 246)
Frais de recherche & développement	3 & 4	(159)	(148)	(122)
Résultat d'exploitation		(902)	1 345	2 454
Frais financiers	6	(1 361)	(594)	(445)
Résultat net avant impôts		(2 263)	751	2 009
Impôts différés reconnus	7	-	817	-
Résultat net après impôts		(2 263)	1 568	2 009
Résultat par action				
Résultat net par action		-1,56€	1,18 €	1,53 €
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation		1 452 655	1 327 080	1 315 664

Les notes des pages 12 à 30 en annexe font partie intégrante de ces états financiers.

BILAN

Exercice clos le 31 décembre (K€)

	Notes	2005	2004	2003
Actifs non circulants				
Immobilisations corporelles	8	25 185	31 303	16 955
Terrains et constructions		7 934	9 580	4 050
Installations et machines		17 188	21 626	12 852
Mobilier et outillage		63	97	53
Immobilisations incorporelles		385	449	541
Impôts différés	15	817	817	-
Garanties & dépôts		52	26	34
Total		26 439	32 595	17 530
Actifs circulants				
Stocks	9	1 244	1 101	950
Créances	10	3 823	4 178	3 614
Instruments financiers	20	-	356	-
Liquidités	11	1 461	1 433	957
Total		6 528	7 068	5 521
Total de l'Actif		32 967	39 663	23 051
Financés par				
Capitaux propres				
Capital appelé	13	4 195	3 888	3 533
Prime d'émission		569	569	-
Réserves		7 338	9 601	8 032
Réserve instruments financiers		(358)	356	-
Total		11 744	14 414	11 565
Établissements de crédit				
Dettes à plus d'un an	14	14 205	12 599	5 401
Autres sources de fonds				
Subventions		68	85	108
Dettes à court terme				
Instruments financiers		358	-	-
Créditeurs	12	6 592	12 565	5 978
Total du Passif		32 967	39 663	23 051

Les notes des pages 12 à 30 en annexe font partie intégrante de ces états financiers.

RESSOURCES ET EMPLOIS DE FONDS

Exercice clos le 31 décembre (K€)	Notes	2005	2004	2003
Cash flow des activités d'exploitation				
Résultat d'exploitation et autres profits		(902)	2 162	2 435
Amortissements normaux	3	2 936	2 401	2 271
Amortissement des subventions		(17)	(41)	(22)
Impôts différés	15	-	(817)	-
Impôts payés	7	-	-	-
Diminution/(Augmentation) des créances	10	354	(564)	354
Diminution/(Augmentation) des stocks	9	(143)	(151)	(93)
(Diminution)/Augmentation des créditeurs	12	(5973)	6 587	(719)
Produits financiers	6	50	104	48
Charges financières <i>dont intérêts payés</i>	6	(1 411) <i>(1 059)</i>	(698) <i>(508)</i>	(494) <i>(427)</i>
Cash flow des activités d'exploitation		(5 106)	8 983	3 799
Cash flow des activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	8	(1 682)	(20 987)	(1 460)
Subventions		4 930	4 348	-
Remboursements/(Paiements) cautions et dépôts		(27)	8	(11)
Cash flow des activités d'investissement		3 221	(16 631)	(1 471)
Ressources nettes de liquidités avant financement		(1 885)	(7 648)	2 328
Cash flow des activités de financement				
Remboursement d'emprunts à long terme	19	(5 685)	(3 148)	(2 551)
Nouvel emprunt		7 376	10 346	400
Amortissements frais financiers		(85)	-	-
Achat actions (contrat de liquidité)		(63)	-	-
Augmentation capital		-	924	-
Paiement capital		370	1	-
Flux net de liquidités provenant des activités de financement		1 913	8 123	(2 151)
Augmentation/ (Diminution) des liquidités	11	28	476	177

Les notes des pages 12 à 30 en annexe font partie intégrante de ces états financiers.

MODIFICATIONS AFFECTANT LES FONDS PROPRES

Exercice clos le 30 juin (K€)	Notes	Capital souscrit	Capital non appelé	Achat Actions propres	Prime d'émission	Réserves	Réserve instruments financiers	Total
Solde au 1^{er} janvier 2004	13	4 044	(511)	-	-	8 033	-	11 566
Bénéfice/(Perte) net pour la période		-	-	-	-	1 568	-	1 568
Capital Payé		-	1	-	-	-	-	1
Augmentation de capital		421	-	-	-	-	-	421
Frais d'augmentation de capital		(67)	-	-	(106)	-	-	(173)
Prime d'émission		-	-	-	675	-	--	675
Instruments financiers		-	-	-	-	-	356	356
Solde au 31 décembre 2004	13	4 398	(510)	-	569	9 601	356	14 414
Solde au 1^{er} janvier 2005	13	4 398	(510)	-	569	9 601	356	14 414
Bénéfice/(Perte) net pour la période		-	-	-	-	(2 263)	-	(2 262)
Capital payé		-	370	-	-	-	-	370
Achat action propres (contrat de liquidité)		-	-	(63)	-	-	-	(63)
Instruments financiers		-	-	-	-	-	(714)	(714)
Solde au 31 décembre 2005	13	4 398	(140)	(63)	569	7 338	(358)	11 744

Les notes des pages 12 à 30 en annexe font partie intégrante de ces états financiers.

1. RESUME DES PRINCIPALES REGLES D'EVALUATION

(a) Activités

Coil S.A. (la « Société ») et sa filiale, Coil GmbH, ont pour activité le traitement de surface en continu de bobines d'aluminium et interviennent en tant que sous-traitant spécialisé dans le traitement de surface, pour le compte des plus grands laminoirs et de consommateurs finaux principalement en Europe.

(b) Principes comptables

Coil S.A. est une société de droit belge. La Société tient sa comptabilité en Euros (€).

Les comptes consolidés de Coil S.A. pour l'exercice comptable clos le 31 décembre 2005 comprennent la Société et ses filiales (ensemble « Coil » ou « le Groupe »). Le conseil d'administration a arrêté les comptes en date du 12 mai 2006.

(c) Déclaration de conformité

Les comptes consolidés ont été préparés conformément aux normes comptables *International Financial Reporting Standards* (« IFRS ») et les interprétations publiées par le Conseil des Normes Comptables Internationales (« IASB ») telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

(d) Base de la présentation

Les comptes annuels sont présentés en euros, arrondis au millier le plus proche. Ils sont préparés sur base du coût historique à l'exception des instruments financiers dérivés qui sont repris à leur juste valeur.

Les comptes annuels consolidés donnent la situation financière en date du 31 décembre 2005 et se rapportent à l'exercice se clôturant le 31 décembre 2005.

La préparation des comptes annuels en conformité avec les IFRS requiert que le management procède à des estimations et définisse des hypothèses qui impactent le montant des actifs, passifs, charges et produits. La réalité peut différer de ces estimations. Les estimations comptables ainsi que les hypothèses sous-jacentes sont revues régulièrement. Les ajustements des estimations comptables sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle elles ont été revues si cette revue ne concerne que cette période, ou dans la période au cours de laquelle la révision a eu lieu et dans les périodes futures si cette révision affecte tant la période actuelle que les périodes future.

(e) Règles de consolidation

La méthode de consolidation par intégration globale concerne toutes les filiales qui sont contrôlées par Coil S.A., la société mère, sauf si ce contrôle est considéré comme limité dans le temps ou si des restrictions à long terme empêchent la filiale de transférer des fonds vers la société mère. Les sociétés filiales sont celles dans lesquelles la Société détient, directement ou indirectement, plus de la moitié des droits de vote ou dans lesquelles la Société détient par ailleurs, un contrôle de fait, de façon à obtenir des avantages de ses activités.

Lorsqu'une filiale, au cours de l'exercice, commence à être contrôlée ou cesse d'être contrôlée, ses résultats sont inclus uniquement à partir de, ou jusqu'à la date à laquelle, le contrôle commence ou cesse.

Toute balance ou transaction entre les entreprises du Groupe est éliminée.

Une liste des filiales du Groupe est fournie dans la note 21.

(f) Devises

Les transactions libellées dans d'autres devises que l'Euro sont enregistrées initialement au taux en vigueur au jour de la transaction. Lors de la clôture de l'exercice, les créances et les dettes libellées en devises étrangères sont converties aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de conversion qui en résultent sont prises en résultat.

(g) Instruments financiers dérivés, opérations de couverture

Coil a recours à des instruments financiers dérivés pour se couvrir des risques de taux d'intérêt découlant de ses activités de financement (couverture de flux de trésorerie futurs attribuables à des dettes financières comptabilisées).

La politique de Coil consiste à ne pas s'engager dans des transactions spéculatives ou à effet de levier et à ne pas détenir ou émettre des instruments à des fins de transaction.

Les critères fixés par Coil pour classer un instrument dérivé parmi les instruments de couverture sont les suivantes :

- l'on s'attend à ce que la couverture soit efficace pour parvenir à compenser les variations de flux de trésorerie attribuables au risque couvert ;
- l'efficacité de la couverture peut être évaluée de façon fiable;
- il existe des documents appropriés décrivant la relation de couverture à l'origine de la couverture.

Les instruments financiers dérivés sont valorisés initialement à leur valeur historique. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur.

Les variations de la juste valeur d'un instrument de couverture qui correspond à une couverture efficace de flux de trésorerie, sont comptabilisées directement dans la réserve relative aux instruments de couverture sous les capitaux propres. La partie inefficace est comptabilisée directement dans le compte de résultats.

(h) Immobilisations

Immobilisations corporelles

Les immeubles, machines et outillages sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, et sont diminués des amortissements cumulés et des dépréciations (voir Note 1(k)). Les terrains ne sont pas amortis. Le prix d'acquisition des immeubles, machines et outillages inclut le prix d'achat des matériaux, la main-d'œuvre et les autres frais.

L'immeuble de Landen a toutefois fait l'objet d'une réévaluation en 1989. L'écart de réévaluation correspondant, compris dans les fonds propres, est transféré progressivement dans les réserves à concurrence des amortissements annuels actés sur cet écart de réévaluation. Depuis, Coil n'a plus appliqué que le traitement de référence pour ses immobilisations corporelles.

Les dotations aux amortissements sont calculées de manière à amortir les immobilisations de façon linéaire sur leur durée probable d'utilisation économique. Les amortissements sont calculés à partir de la date à laquelle l'actif est disponible pour utilisation.

Les taux d'amortissement en vigueur sont les suivants :

Constructions	10 – 25 ans
Lignes de production no.4 et no. 5	20 ans
Machines et outillage	3 – 20 ans
Mobilier et matériel roulant	3 – 20 ans

Les subventions non remboursables dont bénéficie la nouvelle ligne de production n° 5 de Coil GmbH en Allemagne sont déduites de son prix d'acquisition au moment de leur encaissement. L'amortissement des investissements correspondants est calculé sur le montant net de subventions.

Lorsque des éléments d'immobilisations corporelles ont des durées de vie économique utile différentes, ils sont comptabilisés séparément.

Les dépenses ultérieures ne sont portées à l'actif que si elles permettent d'augmenter les avantages économiques futurs générés par l'immobilisation corporelle. Les frais de réparation et d'entretien qui ne permettent pas d'augmenter les avantages économique futurs de l'actif auquel ils ont trait, sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Leasing

Les installations et outillages pris en leasing pour lesquels la Société assume tous les risques et bénéfices sont classés sous la dénomination « leasing financier ». Les autres biens en leasing sont classés sous la dénomination « leasing opérationnel ».

Les leasings financiers sont repris au bilan par l'enregistrement d'un actif et d'une dette d'un montant équivalent à la valeur actuelle des paiements de leasing minima à la date de l'acceptation dudit leasing. Les biens en leasing repris à l'actif sont amortis conformément à la politique d'amortissement de la société. Les dettes de leasing sont diminuées des remboursements en capital, alors que la partie du paiement ayant trait à la charge d'intérêt est directement portée en résultat.

Les paiements effectués dans le cadre des leasings opérationnels sont enregistrés au compte de résultat, par tranches égales, dans chaque période comptable couverte par le leasing, sauf lorsqu'une autre alternative est plus représentative de la durée pendant laquelle la société bénéficie de l'usage de l'immobilisation.

Immobilisations incorporelles

Le programme SAP ainsi que les coûts de sa mise en place sont comptabilisés à leur prix d'acquisition et sont amortis sur 10 ans.

Les frais de recherche ainsi que les frais de développement qui ne répondent pas aux critères de comptabilisation d'un actif sont pris en charge au moment où ils sont encourus.

(i) Stocks

Les stocks sont valorisés à la valeur d'acquisition ou à la valeur de marché si cette dernière est inférieure. La valeur d'acquisition est établie selon la méthode FIFO (« first-in, first-out ») ; elle inclut les frais d'acquisition des stocks ainsi que les frais de transports et de conditionnements encourus.

La valeur de marché correspond au prix de vente estimé dans des conditions normales de transaction, diminué des frais d'achèvement et des frais nécessaires à la réalisation de la vente.

(j) Créances commerciales

Les créances commerciales sont valorisées à leur valeur nominale diminuée des réductions de valeur. A la fin de l'exercice comptable, une estimation des créances commerciales douteuses est faite sur base d'une analyse de tous les montants arriérés. Les réductions de valeur sur créances douteuses sont pratiquées pendant l'exercice au cours duquel elles sont identifiées.

(k) Dépréciation

La valeur recouvrable des autres actifs est le montant le plus élevé entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur présente des flux de trésorerie estimés futurs. Afin de déterminer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie estimés futurs sont escomptés, en utilisant un taux d'intérêt avant impôts qui reflète à la fois l'intérêt de marché actuel et les risques spécifiques liés à l'actif. Pour les actifs qui eux-mêmes ne génèrent pas de flux de trésorerie, le montant recouvrable est déterminé pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Une dépréciation est reprise pour les éléments de l'actif lorsque survient un changement dans les estimations utilisées pour déterminer le montant recouvrable.

(l) Provisions

Des provisions sont constituées lorsque Coil a une obligation juridique ou une obligation implicite résultant d'événements survenus dans le passé, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources générant des avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et lorsque l'ampleur de cette obligation peut être estimée de manière fiable.

(m) Avantages du personnel

La Société met en œuvre un plan de pension de type cotisations définies et un plan de pension de type prestations définies. Les actifs de ces plans sont détenus par des compagnies d'assurance et sont financés par des contributions de Coil et par les membres du personnel.

Le coût du plan de pension de type prestations définies, lequel ne concerne que quelques employés, est pris en charge au compte de résultats de façon à répartir le coût de manière régulière au cours de la carrière résiduelle des employés participant au plan et ce, sur base des recommandations d'actuaire. La juste valeur des actifs du fonds est déduite des obligations relatives aux pensions.

Les obligations de la Société concernant les contributions au plan de pension de type prestations définies sont prises en charge au compte de résultats quand elles sont subies.

(n) Emprunts portant intérêts

Les emprunts portant intérêts sont valorisés à leur coût initial, diminué des coûts de transaction y afférents. Ensuite, ils sont valorisés à leur « coût amorti », toute différence entre le coût et la valeur de remboursement est reprise au compte de résultats pendant la durée de l'emprunt selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La valeur d'acquisition des immobilisations corporelles inclut les charges d'intérêts afférentes aux capitaux empruntés pour les finances pour la période qui précède la mise en état d'exploitation effectuer des ces immobilisations.

(o) Dettes commerciales et autres dettes

Les dettes commerciales et les autres dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

(p) Impôts

L'impôt différé actif n'est comptabilisé que s'il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible permettant de compenser l'avantage fiscal. L'impôt différé actif sera réduit s'il n'est plus probable que l'avantage fiscal y afférent sera réalisé.

L'impôt sur le résultat de l'exercice consiste en l'impôt courant et l'impôt différé. Les impôts sont comptabilisés au compte de résultats sauf s'ils concernent des éléments qui ont directement été comptabilisés sous la rubrique « capitaux propres » ; dans ce cas, les impôts sont également comptabilisés directement sous cette dernière rubrique.

L'impôt courant est le montant des impôts à payer sur les revenus imposables de l'année écoulée ainsi que tout ajustement aux impôts payés ou à payer relatifs aux années antérieures. Il est calculé en utilisant le taux d'imposition en vigueur à la date de clôture.

L'impôt différé est calculé selon la méthode dite « liability method » sur toutes les différences temporaires existant entre la base fiscale et la base comptable. Ceci est valable aussi bien pour les postes d'actif que pour les postes du passif. Les taux d'imposition en vigueur à la date de la clôture sont utilisés pour le calcul des impôts différés.

(q) Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires reprend le montant des ventes aux clients hors TVA et nettes d'autres taxes sur les ventes.

Les ventes de marchandises sont prises en chiffre d'affaires lorsque les risques et bénéfices sont transférés et qu'aucune incertitude significative ne subsiste concernant le paiement, les frais associés, et le retour possible des marchandises.

r) Subventions

Les subventions gouvernementales ne sont reconnues que lorsque suffisamment de certitudes existent quant à leur octroi et quant au respect par la société des conditions associées à ces subventions. Les subventions sont prises en résultat de manière systématique, conformément au plan d'amortissement des immobilisations à l'origine de ces subventions.

(s) Information sectorielle

Le Groupe est prestataire de services sur un seul support, l'aluminium. Le Groupe n'est par ailleurs pas informé par ses clients, ni de l'utilisation finale du métal traité, ni de sa destination finale. Le Groupe considère, par conséquent, qu'il n'a qu'un seul secteur d'activité et un seul secteur géographique.

2. CHIFFRE D'AFFAIRES

Les utilisateurs finaux des produits traités par la société sont géographiquement très dispersés. L'analyse des ventes avec les clients directs par région géographique peut s'établir comme suit:

K€	2005	2004
Allemagne	6 304	5 990
Belgique	3 581	3 444
France	4 561	4 144
Italie	2 748	2 426
Autres pays	1 139	1 939
Total	18 333	17 943

3. RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Le résultat d'exploitation est établi après déduction des éléments suivants:

K€	2005	2004
Amortissement (notes 8)	2 936	2 401

4. FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

K€	2005	2004
Total des frais de recherche et développement de l'exercice	159	148

Les frais de recherche et développement ont trait à des charges encourues lors du développement ou de l'amélioration de procédés et produits.

5. ANALYSE DU PERSONNEL

Nombre d'employés et coûts y afférents	2005	2004
Nombre moyen d'employés		
Direction et Administration	45	41
Production	79	74
Total	124	115
Frais de personnel	K€	K€
Salaires	4 350	3 765
Charges sociales	1 405	1 257
Provision et autres	470	387
Total	6 225	5 409

6. RÉSULTAT FINANCIER

K€	2005	2004
Produits financiers	(50)	(104)
Charges de la dette bancaire	1 383	686
Frais financiers et bancaires	28	12
Total	1 361	594

7. IMPÔTS

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement entre l'impôt sur le revenu calculé au taux applicable et la charge d'impôt sur le revenu.

K€	2005	2004
Charge d'impôts courants		
Exercice en cours	-	-
(Reprises)/Compléments de provision des exercices antérieurs	-	-
Impôts différés		
Création et reprise de différences temporaires	195	200
Impôt différé actif calculé sur perte des exercices antérieurs	(195)	617
Total de (charge)/produit d'impôts repris en compte de résultats	0	817

Réconciliation du taux d'intérêt effectif :

K€	2005	2004
Bénéfice avant impôts	(2263)	751
Ajustement de la base taxable		
Charges non déductibles fiscalement	326	293
Total	1 937	1 044
Charge d'impôt sur base du taux applicable en Belgique	658	(355)
Effet des pertes de l'exercice pour lesquelles aucun impôt différé n'a été imputé	(544)	(163)
Différence de taux d'imposition	(157)	(47)
Utilisation de pertes fiscales récupérables	244	708
Impôt différé actif calculé sur pertes fiscales antérieures	(204)	617
Autres ajustements d'impôts	3	57
Total	817	817

Les taux d'imposition applicable au Groupe dans les ressorts fiscaux où il opère est de 26.38% (Allemagne) et 33.99% (Belgique).

L'impôt des sociétés est calculé sur base des comptes annuels de la société, établis conformément à la législation belge pour la société mère, conformément à la législation allemande pour la filiale.

Au 31 décembre 2005, la société mère faisait état de pertes fiscales de 13 689K€ (2004: 13 934K€) et Coil GmbH de 2 825K€ (2004 :597K€). Les pertes fiscales de la maison mère peuvent, aux termes de la législation belge en vigueur, être reportées et imputées sur les futurs revenus taxables, sans restriction de durée, à condition toutefois que les entreprises concernées ne modifient pas leurs activités ni leur structure juridique. Les pertes fiscales en Allemagne peuvent, sous certaines conditions, être reportées et imputées sur les futurs revenus taxables.

8. IMMOBILISATIONS

8.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

K€	Terrains	Installations et Constructions	Mobilier Machines et Outillage	Total
Valeur d'acquisition:				
Au 1er janvier 2005	14 261	59 902	591	74 754
Additions	181	1 458	3	1 642
Subventions	(1 154)	(3 775)	-	(4 929)
Ventes	-	-	-	-
Au 31 décembre 2005	13 288	57 585	594	71 467
Amortissements:				
Au 1er janvier 2005	4 681	38 276	494	43 451
Dotations de l'exercice	777	2 450	37	3 264
Reprise des amortissements sur l'actif vendu	-	-	-	-
Subventions	(104)	(329)	-	(433)
Au 31 décembre 2005	5 354	40 397	531	46 282
VNC 31 décembre 2005	7 934	17 188	63	25 185
VNC 31 décembre 2004	9 580	21 626	97	31 303

8.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

K€	2005	2004
Frais :		
Valeur d'acquisition		
Au 1 ^{er} janvier	905	900
Additions	40	5
Au 31 décembre	946	905
Amortissements		
Au 1 ^{er} janvier	456	359
Amortissements	105	97
Au 31 décembre	561	456
VNC 31 décembre	385	449

9. STOCKS

K€	2005	2004
Matériaux utilisés dans l'anodisation et consommables	1 244	1 101

Il n'y a pas de réduction de valeur sur les stocks.

10. CREANCES

K€	2005	2004
Clients	3 220	3 080
Autres créances	540	886
Charges à reporter	63	212
Total	3 823	4 178

Au 31 décembre 2005, aucun effet à recevoir n'avait été escompté par le Groupe (2004: idem).

11. LIQUIDITÉS ET VALEURS DISPONIBLES

Les liquidités et valeurs disponibles reprises dans le tableau des ressources et emplois de fonds comprennent les montants suivants:

K€	2005	2004
En début d'exercice	1 433	957
Entrée de liquidités	28	475
En fin d'exercice	1 461	1 433

Il n'y a pas eu de mouvements non financiers significatifs.

12. DETTES À COURT TERME

€'000	2005	2004
Dettes bancaires à court terme (note 15)	1 794	6 046
Fournisseurs	3 083	4 998
Charges à imputer	454	389
Dettes fiscales et sociales	1 134	1 067
Autres dettes à payer	127	65
Total	6 592	12 565

Les dettes bancaires à court terme incluent les échéances de remboursement à moins d'un an des emprunts bancaires à long terme.

13. CAPITAL

Le capital souscrit de la société comprend les actions ordinaires, sans valeur nominale, suivantes:

	Nombre d'actions	K€
Au 1er janvier 2005		
Capital souscrit	1 452 655	4 398
Capital non appelé	-	(510)
Capital payé	-	370
Au 31 décembre 2005	1 452 655	4 258
Actions dématérialisées	1 441 918	-
Actions nominatives	10 737	-

En application des dispositions de la loi belge et des statuts de la société, chaque action ordinaire confère à son porteur le droit:

- de recevoir les dividendes décidés par le Conseil d'administration, conjointement à d'autres formes de distributions réalisées au prorata
- de voter lors de l'Assemblée Générale annuelle et lors des Assemblées Générales Extraordinaires des actionnaires de la société.

Résultat par action

Résultat de base par action	2005	2004
Actions ordinaires au 1 ^{er} janvier	1 452 655	1 315 664
Effet des actions émises	-	11 416
Nombre moyen pondéré d'actions au 31 décembre	1 452 655	1 327 080

Le résultat dilué par action est identique au résultat de base dans la mesure où le cours de l'action excède le prix d'émission du bon de souscription d'action émis en novembre et décembre 2004.

Parts de fondateur

La société a émis 336.449 parts de fondateur (2004: idem), non transférables. Une part de fondateur n'a pas de valeur économique en termes de dividendes ou d'autres distributions, mais il confère le même droit de vote qu'une action ordinaire.

Prime d'émission

€'000	2005	2004
Au 1er janvier 2005	569	675
Frais sur prime d'émission	-	(106)
Au 31 décembre 2005	569	569

14. DETAIL DES EMPRUNTS

	Echéances	Taux d'intérêt	2005	2004
Coil S.A.				
Crédit d'investissement	1998-2018	5,15%	393	423
Crédit à long terme	2001-2006	EURIBOR +2,25%	-	2 500
Crédit à long terme	2006	EURIBOR +2,25%	-	2.400
Autres emprunts	1998-2009	7.3%	60	78
Prêt subordonné	2008	15,0%		400
Crédit à long terme	2004-2010	EURIBOR+2,1%	5 000	
Crédit à long terme	2004-2010	EURIBOR+2,1%	1 000	
Frais de financement	-	-	(320)	-
Coil GmbH				
Crédit d'investissement	2004-2019	4,3%	5 000	5 000
Crédit d'investissement	2004-2018	EURIBOR +1,85%	2 880	2 880
Autres emprunts	2004-2011	EURIBOR+1,83%	1 861	1 463
			598	
Crédit relais	2004-2005	EONIA +4,5%		3 998
Autres emprunts	2005-2018	EURIBOR+1,85%		
Frais de financement	-	-	(473)	(497)
Total			15 999	18 645
Répartition				
			2005	2004
A moins d'un an (note 12)			1 794	6 046
A plus d'un an			14 205	12 599
Total			15 999	18 645
Échéanciers de remboursement des dettes à long terme:				
Plus d'un an, moins de deux ans			2 043	3 910
Plus de deux ans, moins de trois ans			2 043	1 011
Plus de trois ans, moins de quatre ans			2 034	1 011
Plus de quatre ans, moins de cinq ans			3 026	1 011
Plus de cinq ans			5 059	5 656
Total			14 205	12 599

Certains actifs de la société font l'objet d'une inscription hypothécaire de premier rang. Au 31 décembre 2005, ils se chiffraient à 2 874K€ (2004: 3 013K€) pour Coil S.A., 8 523K€ (en premier et second rang) pour Coil GmbH. Coil S.A. se porte caution de Coil GmbH pour un montant maximum de 13 580 K€

15. IMPÔTS DIFFÉRÉS

IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS ET PASSIFS

K€	Actifs	Actifs	Passifs	Passifs
	2005	2004	2005	2004
Immobilisations corporelles	-		(566)	(758)
Pertes fiscales reportées	1 380	1 565	-	-
Autres éléments	3	10	-	-
Impôts différés bruts	1 383	1 575	(566)	(758)
Compensation fiscale	(566)	(758)	566	758
Impôts différés net	817	817	-	-

16. DROITS ET ENGAGEMENTS

A) ENGAGEMENTS

Il n'y avait aucun engagement relatif à l'acquisition d'immobilisations, approuvé par les conseils d'administration de Coil S.A. et ses filiales au 31 décembre 2005.

Les paiements de loyers minimaux dans le cadre de leasings opérationnels non résiliables s'établissent comme suit:

K€	2005	2004
Payable dans l'exercice	249	260
Payable entre un et cinq ans	739	513
Total	988	773

B) PASSIFS ÉVENTUELS

Il n'y avait pas de passif éventuels au 31 décembre 2005.

Dans l'exercice de ses activités, le Groupe reçoit, de temps à autre, des réclamations concernant les produits traités. Lorsque ce genre de réclamation met clairement en cause sa responsabilité, la politique de la société a toujours été de régler le litige au plus vite. Dans d'autres cas, la société peut être amenée à participer avec d'autres parties à une procédure juridique au terme de laquelle la responsabilité finale pourra être imputée au fournisseur de métal, au fournisseur de matières premières, voire à la partie responsable de l'usage final ou de l'installation du métal traité par la société. Comme il est d'usage dans ce genre de situations, il se peut en outre que le montant réclamé par une tierce partie excède toute indemnisation raisonnable du préjudice que ladite tierce partie affirme avoir subi. Cela étant, le Groupe ne considère pas qu'une ou plusieurs réclamations en suspens puissent avoir une incidence significativement négative sur ses activités ou sa situation financière.

17. PAIEMENTS À DES ADMINISTRATEURS ET AUTRES TIERS

A) ADMINISTRATEURS

La rémunération totale des administrateurs et directeurs du Groupe s'établit comme suit:

K€	2005	2004
Administrateurs et directeurs	25	25

B) ENTREPRISES AVEC ADMINISTRATEUR COMMUN

Durant la période, 846K€ (2004: 832K€) ont été payées à Finance & Management International N.V., administrateur de la Société, pour des services de management et de conseil dispensés à la société.

18. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Aucun événement susceptible d'avoir un impact significatif sur les comptes du Groupe n'a été observé après le 31 décembre 2005.

19. ANALYSE DES MODIFICATIONS DE LA STRUCTURE DE FINANCEMENT

K€	Emprunt à long terme	Capital
Au début de l'exercice:	18 645	3 888
<i>Dont</i>		
A moins d'un an	6 046	-
A plus d'un an	12 599	-
Mouvements de l'exercice:		
Remboursements d'emprunts à long terme	(9 937)	-
Nouveaux emprunts	7 376	-
Frais	(85)	-
Rachat actions propres (contrat de liquidité)	-	(63)
Paiement	-	370
Au 31 décembre 2005:	-	4 195
A moins d'un an	1 794	-
A plus d'un an	14 205	-
Total	15 999	-

20. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers de la société comprennent des liquidités et des créances commerciales. Les dettes financières comprennent des emprunts et des dettes commerciales.

a) Risques sur taux d'intérêts

Les taux d'intérêts et les échéances de remboursement des emprunts sont détaillés dans la note 14.

Coil GmbH est couverte contre les fluctuations des taux d'intérêt variables par les contrats de swap de taux d'intérêt suivants :

Débiteur	Montant (K€)	Echéance	Amortissement	Contrepartie	Dû par le débiteur	Dû au débiteur
Coil GmbH	3 524	30/12/13		Commerzbank	6,67%	3-month EURIBOR + 1,85%
Coil GmbH	1 861	30/6/11		Commerzbank	6,72%	3-month EURIBOR + 1,83%
Coil S.A.	5 000	26/1/11	√	ING	3,07%	3-month EURIBOR

b) Risques de crédit

Les liquidités sont placées auprès d'institutions financières régies par les autorités nationales de contrôle financier.

Les risques de crédit sur les créances commerciales sont limités dans la mesure où le poste *Créances commerciales* est présenté après déduction des provisions pour créances douteuses ou irrécouvrables.

c) Valeur marchande

Les valeurs marchandes des liquidités, des créances commerciales, des dettes commerciales et des emprunts ne diffèrent pas significativement de leurs valeurs comptables.

21. FILIALES ET ACTIONNARIATS DANS D'AUTRES SOCIÉTÉS

Le tableau ci-dessous reprend la liste des sociétés dans lesquelles la Société détient des actions :

Nom de la société	Pays de constitution	% du capital détenu
Coil GmbH	Allemagne	100%
ΚΟΪΛ ΕΛΛΑΣ Α.Ε (« Coil Hellas S.A. »)	Grèce	100%

**RAPPORT DU COMMISSAIRE SUR LES COMPTES CONSOLIDES DE L'EXERCICE
CLÔTURE AU 31 DECEMBRE 2005 PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES
DE LA S.A. COIL**

Nous avons procédé à la révision du bilan et du compte de résultats consolidés de la S.A. COIL et de ses filiales (le « groupe ») pour l'exercice clos le 31 décembre 2005, dont le total de bilan au 31 décembre 2005 s'élève à 32.967 (000) EUR et dont le compte de résultats se solde par une perte consolidée de l'exercice de 2.263 (000) EUR, ainsi que l'état des mouvements dans les fonds propres et les états de cash-flow consolidés qui ont été préparés selon les normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'IASB et l'UE. Ces états financiers consolidés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur base de notre examen. Nous avons également procédé à la vérification du rapport consolidé de gestion.

ATTESTATION SANS RESERVE DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Nos contrôles ont été réalisés en conformité avec les normes de l'Institut des Reviseurs d'Entreprises. Ces normes professionnelles requièrent que notre révision soit organisée et exécutée de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'inexactitudes significatives.

Conformément à ces normes, nous avons tenu compte de l'organisation de l'ensemble consolidé en matière administrative et comptable ainsi que de ses dispositifs de contrôle interne. Nous avons obtenu les explications et informations requises pour nos contrôles. Nous avons examiné par sondages la justification des montants figurant dans les états financiers consolidés. Nous avons évalué le bien-fondé des règles d'évaluation, des règles de consolidation et des estimations comptables significatives faites par le groupe ainsi que la présentation des états financiers consolidés dans leur ensemble.

Nous estimons que ces travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

À notre avis, les états financiers consolidés clôturés au 31 décembre 2005 donnent une image fidèle du groupe, de la situation financière consolidée, des résultats consolidés et des cash-flows du groupe en conformité aux normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'IASB et l'UE.

En outre, le rapport consolidé de gestion contient les informations requises par la loi et concorde avec les états financiers consolidés.

Anvers, le 15 mai 2006

**BDO Atrio Réviseurs d'Entreprises Soc. Civ. SCRL,
Commissaire, représentée par Lieven Van Brussel**